

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Dimanches

Rédacteur en chef: Dr Lazar MARKOVIĆ, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
69, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 9 fr. — »

## L'Autriche-Hongrie et les Alliés

Les Austro-Magyars triomphent. La guerre qui devait se terminer par la liquidation totale de l'organisme artificiel de la Monarchie, offre à l'heure actuelle un aspect bien étrange. A Brest-Litovsk, sous la présidence d'un vieux Turc, on discute la question de la Russie, tandis qu'en Autriche-Hongrie l'on fête le cinquantenaire du compromis austro-magyar. La Monarchie se prépare, après l'élimination de la seule puissance qui la gênait, à reprendre haleine et à continuer sa politique d'asservissement et de conquêtes. Les heures d'angoisse sont passées à Vienne et à Budapest, où l'esprit mensonger de conciliation a déjà fait place à l'arrogance habituelle. Pourquoi pas? Le jeu qu'on a risqué d'abord avec la convocation du parlement et ensuite avec les Délégations, semble avoir réussi à merveille. L'Europe est restée insensible à toutes les déclarations et à toutes les révélations affreuses faites par les Slaves au parlement et aux Délégations. Une telle indifférence a renversé même les Germains et leurs compagnons austro-magyars. Quoi donc de plus naturel que de les voir aujourd'hui se moquer publiquement des aspirations les plus légitimes des peuples asservis?

Les Yougoslaves, les Tchèques, les Polonais, les Ruthènes, avaient déclaré au parlement qu'ils ne veulent plus tolérer la domination germano-magyare et qu'ils n'ont qu'un seul désir: d'être affranchis de leurs maîtres actuels et de former des Etats nationaux indépendants. Les Alliés qui déclarent combattre pour la liberté de tous les peuples, ont accepté cette déclaration si solennelle avec une indifférence extraordinaire. Les députés slaves prononcèrent ensuite des réquisitoires sanglants contre la Monarchie, établissant qu'elle a traité ses sujets slaves comme des bêtes et qu'elle a par conséquent perdu tout droit moral de parler de sa prétendue mission civilisatrice. Et les Alliés? Ils se défendent même de l'idée de vouloir se mêler des affaires intérieures de l'Autriche-Hongrie et ils passent sous silence des atrocités que vraiment un tribunal international devrait juger.

En présence de cette attitude inconcevable, les Austro-Magyars sont devenus plus hardis. Ils ont résolu de convoquer aussi les Délégations, et lorsque les délégués slaves, avec un courage admirable, répétèrent leur demande de liberté et d'indépendance, on chargea les Magyars, Tisza et Andrássy, de répondre que la Monarchie ne connaît pas de peuples et qu'elle ne permettra à personne de toucher au dualisme. Le comte Czernin et le chevalier Seidler ont répété cette déclaration; et le discours du trône prononcé par l'empereur aux Délégations contient la même assurance. Les députés slaves ne se découragent pas; ils dénoncent publiquement la falsification du manifeste du gouvernement maximaliste russe, ils réclament l'envoi de délégués des nationalités à Brest-Litovsk et font tout leur possible pour empêcher la continuation de l'esclavage. Les Austro-Allemands les accusent de travailler pour l'Entente, mais l'Entente reste sourde. Elle n'a pas encore déclaré si elle est prête à donner aux Slaves d'Autriche-Hongrie l'indépendance politique. Les diplomates alliés parlent beaucoup des peuples et de leur droit de disposer d'eux-

mêmes, mais ils n'ont pas traduit cette belle formule en un programme politique concret. Les Slaves d'Autriche-Hongrie crient bien haut en réclamant la liberté et l'indépendance, et à toutes ces manifestations courageuses, aucune réponse des Alliés, aucun encouragement de persévérer, aucune promesse de secours. On pourrait presque dire le contraire en lisant les phrases ambiguës dont usent les hommes d'Etat alliés quand ils parlent de la question d'Autriche-Hongrie!

Comment expliquer cette attitude étrange? Nous savons fort bien que la puissance germanique n'est pas encore brisée et que sans la victoire complète on ne pourra pas tirer les Slaves des griffes germano-magyars. Mais nous ne comprenons pas pourquoi les Alliés ne veulent pas appeler aux armes et à la lutte contre les Germains ces mêmes peuples auxquels ils doivent, d'après les formules générales employées jusqu'à présent, rendre la liberté. Pourquoi les Alliés ne précisent-ils pas leurs buts de guerre en constatant formellement qu'ils veulent constituer une Pologne unie et indépendante, une Tchéco-Slovaquie indépendante, une Serbie indépendante et unie avec ses frères serbo-croato-slovènes de la Monarchie, une Roumanie unie avec ses frères d'Autriche-Hongrie? Une déclaration pareille aurait un effet immense et couperait court aux équivoques. Les peuples d'Autriche-Hongrie sauraient alors que les Alliés leur apportent la liberté et redoubleraient d'énergie dans la lutte contre les oppresseurs. Même les déclarations récentes de Lloyd George et de Balfour sont trop vagues pour pouvoir produire l'effet désiré. Et puisque une fois le militarisme prussien abattu, les Alliés ne ménageront non plus l'Autriche-Hongrie, ce pilier principal du germanisme, alors pourquoi ne pas dire en termes clairs, que la victoire alliée apportera la liberté et l'indépendance aux peuples slaves opprimés? A Vienne et à Berlin on a l'impudence de disposer de la Serbie, de la Belgique et des autres pays envahis. Pourquoi donc aurait-on à Paris, à Londres et à Washington, une gêne à dire aux Tchèques ou aux Yougoslaves, par exemple, qu'ils auront leur Etat indépendant?

Ou bien, veut-on, par hasard, conserver l'Autriche-Hongrie, à tout prix, malgré l'opposition de ses peuples? L. M.

### Hommage suisse au pacifisme serbe

L'assemblée des délégués de la Société suisse de la paix, réunie à Olten, les 20 et 21 octobre 1917, a voté une résolution où: « elle affirme que la doctrine pacifiste est basée essentiellement sur le principe de la paix par le droit et qu'une paix durable doit proclamer: le respect des traités, la liberté des peuples de disposer librement d'eux-mêmes;

« souhaite que la paix qui mettra fin à la guerre mondiale s'inspire de ces principes et les réalise, qu'elle libère les peuples qui, actuellement, souffrent sous la domination étrangère et réhabilite en particulier la Belgique violée;

« regrette que les propositions d'arbitrage faites par la Serbie et la Russie en juillet 1914 n'aient pas été acceptées. »

En reproduisant ce passage de la résolution, nous constatons avec plaisir que, dans les pays neutres, les esprits indépendants ne se laissent pas embarrasser par le tapage austro-allemand de paix et soulignent le fait que ce sont les puissances centrales qui ont délibérément provoqué la guerre.

## Le mensonge de Sarajevo

Dans son discours aux Délégations, le comte Czernin, parlant de l'origine de la guerre, a formulé contre la Serbie, non seulement les anciennes accusations que la Monarchie a utilisées pour son fameux ultimatum, mais il a fait encore un pas en avant. « L'attentat de Sarajevo, préparé et ourdi à la connaissance préalable (mit Vorwissen) des dirigeants à Belgrade, a mis la pierre en mouvement », a déclaré le comte Czernin. Ainsi, le ministre des affaires étrangères austro-hongrois accuse directement le gouvernement serbe d'avoir préparé le meurtre de Sarajevo, ce que, jusqu'à présent, aucun facteur responsable de la Monarchie n'avait osé faire. Même dans l'ultimatum de 1914, ni dans les pièces qui l'accompagnaient, pour le justifier, on ne trouve une accusation pareille. On pourrait supposer, par conséquent, que le comte Czernin se trouve en possession de nouveaux documents établissant d'une façon péremptoire la culpabilité du gouvernement serbe dans l'affaire de Sarajevo. Malgré toute notre curiosité de voir ces documents, nous ne les avons rencontrés nulle part. L'accusation du comte Czernin ne repose donc sur aucun nouveau fait. Elle n'est qu'une nouvelle édition, « revue et augmentée », de l'ancienne calomnie. Le comte Czernin fait évidemment fausse route en suivant ses prédécesseurs. S'il avait autour de lui des collaborateurs sincères, il saurait que le mensonge de Sarajevo est aujourd'hui presque éclairci et que la Monarchie a tout intérêt à n'y pas toucher.

En effet, après l'hypothèse de Steed, après les recherches de Jules Chopin, après les révélations de Bartulic-Beck, après la falsification des documents soi-disant retrouvés dans les archives de la municipalité de Belgrade (voir « La Serbie », n° 3, du 21 mai 1916), après la falsification et l'invention

d'un personnage fictif, Dr Vojislav Belimarković, (voir « La Serbie », n° 3, ds 19 février 1917), après tout cela il n'y a que des imbéciles qui peuvent conseiller au ministre responsable de la Monarchie d'accuser le gouvernement serbe d'avoir ourdi le crime de Sarajevo. Nous ne voulons pas entreprendre de réfuter de nouveau cette calomnie, qui ne trouve d'ailleurs nulle part de crédit. Nous désirons seulement à recommander au comte Czernin et à ses conseillers, de lire un livre qu'ils estiment sans doute et dont l'auteur n'a pas beaucoup de sympathie pour les Serbes. C'est le livre de M. Jean Debrit: Et ce fut la guerre (Genève, Atar, 1917). M. Debrit est connu en Autriche, sa thèse est également connue, et ses jugements sur la Serbie et la politique serbe sont tous exprimés d'une façon qui doit vraiment surprendre chez le fils d'un petit peuple libre et désireux rester libre. Mais M. Debrit a eu aussi souci de la vérité, et lorsqu'il a dû répondre à la question formelle, qu'il s'était posée: oui ou non, le gouvernement serbe est-il, de près ou de loin, responsable de l'assassinat de l'archiduc-héritier? il n'a pu conclure à la responsabilité du gouvernement serbe. « Le procès reste pendant à nos yeux ». — C'est ainsi que M. Debrit a formulé son jugement final, oubliant pourtant qu'aujourd'hui de tels procès ne peuvent rester pendants. Si l'Autriche n'a pu établir la culpabilité du gouvernement serbe, alors c'est à elle qu'il faut tenter le procès du crime de la guerre actuelle. M. Debrit n'a pu s'élever à cette hauteur, mais il n'est non plus tombé dans le piège des « documents » autrichiens. Et nous pouvons dire que Son Excellence le comte Czernin n'aurait pas prononcé des paroles dont il aura le temps de se repentir, s'il avait lu et consulté le livre de M. Debrit.

R.

## Les propositions allemandes

— Le piège de Brest-Litovsk —

En réponse aux conditions de paix proposées par les délégués russes, la délégation des puissances centrales a déclaré que les lignes directrices de la proposition russe peuvent former une base discutable pour une paix générale et équitable. « Mais les gouvernements des puissances font remarquer expressément, poursuit la réponse des Centraux, que toutes les puissances participant actuellement à la guerre doivent s'engager dans un délai convenable à observer scrupuleusement sans exception et sans aucune réserve les conditions liant également tous les peuples, si l'on veut que les hypothèses exposées par la délégation russe se réalisent. »

Donc les Centraux acceptent les propositions russes en y ajoutant des restrictions qui rendent ces propositions purement illusoires. Ainsi la condition préalable à laquelle ils subordonnent tout le reste: la participation de tous les Alliés. Sachant très bien que les délégués russes ne sont pas mêmes les mandataires du peuple russe, encore moins des peuples alliés à la Russie, ils émettent leurs propositions sous la condition résolutoire, c'est-à-dire celle qui permet de résilier tout accord éventuel auquel ne participent pas aussi tous les Alliés de la Russie. La mauvaise foi germanique apparaît ici dans toute sa nudité.

Quant aux six points proposés par les Russes comme base de discussion, les Austro-Allemands en répudient le plus important, celui qui concerne le droit des peuples de disposer de leur sort.

Voilà comment les Centraux conçoivent ce principe qui est la raison d'être de la proposition russe:

« La question de l'appartenance politique des groupes nationaux ne possédant pas l'indépendance politique ne peut pas, de l'avis de la quadruple alliance, être réglée entre Etats: cas échéant elle doit être résolue librement par chaque Etat avec ses peuples par voie constitutionnelle. »

La paix « démocratique » telle que les Austro-Allemands l'offrent aux léninistes

russes, n'est donc qu'un piège. Mais ce qui suit est encore plus édifiant.

« De même, poursuit la réponse des Centraux, suivant les déclarations des hommes d'Etat de la Quadruple, la protection du droit des minorités forme une partie essentielle du droit des peuples de disposer de leur sort. Les gouvernements alliés font partout valoir ce principe en tant qu'il paraît pratiquement réalisable. »

Nous autres Serbes nous sommes à même de comprendre le mieux ce que cela va dire vu que c'est sur les différentes parties de notre peuple que les Austro-Allemands « ont fait valoir » jusqu'ici leur système « de protection » des minorités.

En ce qui concerne la question d'indemniser les pays dévastés et les dégâts causés par la guerre, les Austro-Allemands ne s'opposent point à ce que la Belgique, la Serbie, la France, la Roumanie et les autres pays dévastés s'indemnisent eux-mêmes. Et comme argument en faveur de cette solution unique on invoque la raison: « que les puissances alliées ont relevé à plusieurs reprises qu'il serait possible de renoncer réciproquement à ces indemnités! »

Voilà un argument qui ne tient pas debout. « Lasciate ogni speranza » répondent les Centraux à ceux qui demandent les réparations des dommages et cependant ils parlent d'une « paix équitable ». Pas un mot du désarmement ni de l'arbitrage. On ne parle pas non plus de l'Alsace-Lorraine, mais en revanche on réclame de vive voix les colonies perdues et l'on s'apprête à garder les provinces baltes, la Pologne et la Macédoine serbe. Bref, l'on s'efforce à garder par la ruse ce qu'on avait conquis par la force.

Voyons maintenant ce qu'il reste des propositions russes et de leur fameuse proclamation concernant le droit des peuples de disposer de leur sort?

Voici précisément ce qui en reste: « Abstraction faite ici de la considération de principe, l'exercice du droit des peuples de dis-

## Les Bulgares et les Allemands en Macédoine

Sur le front serbe, le 18 novembre 1917.

X. est un jeune Serbe de Macédoine, soldat serbe, fait prisonnier, en automne 1915, près de Mitrovitza, à Liouch, par les Autrichiens. Je ne publie pas son nom de peur de représailles contre ses parents, mais je possède dans mon dossier sa déposition faite devant moi et dûment signée de son nom. C'est un garçon intelligent possédant une bonne instruction scolaire. Les Autrichiens, suivant leur habitude, l'envoient travailler sur leurs positions du Cevedale. Il y endure toutes les souffrances infligées aux malheureux Serbes par leurs ennemis mortels, souffrances que j'ai déjà décrites dans des correspondances antérieures. Au bout de huit mois, étant Macédonien, les Austro-Hongrois l'envoient en Bulgarie comme sujet bulgare. Il est immédiatement enrôlé dans l'armée de ce pays et attribué d'abord au 24<sup>e</sup> régiment à Bourgas, ensuite au 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Sliven. Cependant les Bulgares lui donnent un assez long congé pour aller voir sa famille en Macédoine. C'est ainsi qu'il a pu se rendre compte personnellement de ce qui se passait dans ce pays, et notamment de ce que Bulgares et Allemands faisaient à Uskub.

Immédiatement après leur arrivée dans la ville d'Uskub, les Bulgares ont institué leurs autorités, composées surtout de comitadjis, ont tué et interné des notables, et pillé toutes les maisons serbes dont les propriétaires étaient partis, tués ou internés. Les maisons de commerce furent toutes complètement dévalisées. Environ vingt personnes furent tuées, entre autres : Angèle Kralo Sotevitch, 28 ans, boulanger, Savo Smokovitch, maire de Miskovatz, Tchedomir Naoumovitch, directeur de la succursale de la Banque de Belgrade, Gapo, menuisier, etc. Entre 400 et 500 citoyens furent déportés et on n'a plus jamais entendu parler d'eux. Parmi les déportés il y avait les popes et les instituteurs de la ville : Athanase Petrovitch, pope, Traïko Kovatchevitch, pope, Docha Djurovitch, instituteur, Nécha Douchkitchévitch, pope, Tassa Simitch, pope, etc., etc.

Beaucoup de ces déportés furent tués en route. Ainsi arriva un jour, à Uskub, un groupe de 700 déportés du Porech et fut enfermé dans une mosquée. Le lendemain, ces gens furent emmenés à Koumanovo et là on en tua 80.

Les Bulgares avait désigné comme maire de la ville d'Uskub un de leurs fonctionnaires de police, un nommé Slatareff. Comme préfet du département fonctionnait l'officier de marine en retraite Hidroff. Le général Ratcho Petroff, ancien président du Conseil des ministres, était gouverneur de la Macédoine avec résidence à Uskub. Le personnel des autorités bulgares était composé de toute espèce de gens, et, surtout, de comitadjis. Ainsi fonctionnait comme sous-préfet un certain Traïko Palankalieff, d'Uskub, garçon-coiffeur et comitadjy avant l'occupation bulgare. Pour accabler les Serbes, les Bulgares, avant leur entrée en guerre, avait fait annoncer par leurs journaux l'assassinat de cet homme par les Serbes. En réalité, il attendait tranquillement à Sofia le moment de pouvoir rentrer à Uskub comme sous-préfet. Pour un garçon-coiffeur, c'est là un joli avancement !

A côté de Palankalieff, il y avait encore d'autres comitadjis de marque promus fonctionnaires importants de Ferdinand de Cobourg : Nikola Hadjia de Štip, ancien cocher, promu commissaire de police ; Kousman Kraïtcheff de Tétovo, ancien garçon de café, nommé commissaire de police ; Apostol Nikoïloff d'Uskub, ancien condonnier, devenu sous-chef de la police de sûreté. Le chef de la sûreté fut Albanski, ancien instituteur et président d'un comité de comitadjis. Il va sans dire que ces gens-là s'en-

touraient d'auxiliaires de leur acabit, d'individus ne cherchant qu'à s'enrichir par le pillage.

Le gouverneur de la Macédoine, Ratcho Petroff, donnait l'exemple à ses subordonnés : Ce général, un favori du roi Ferdinand, avait fait une carrière rapide. Devenu ministre-président, il fut, comme tel, inculpé trois fois de concussion. Comme gouverneur de la Macédoine, il a profité de sa haute position pour s'enrichir. Son bras droit fut un certain Bairoff, officiellement secrétaire de la police de sûreté, mais, en réalité, exécuteur des desseins de Petroff. Ce dernier avait amené tout exprès de Bulgarie Bairoff, un homme de la pire espèce, qui, aux dires mêmes des Bulgares à Uskub, était un des filous les plus connus de Bulgarie. Le système de Petroff-Bairoff était celui du chantage. On menaçait les gens de déportation et on les forçait ainsi à payer toutes les sommes exigées. Le pillage se fit ouvertement et les habitants furent rançonnés par la force s'ils ne voulaient pas payer. Le père de mon témoin a dû de cette sorte payer 10.000 levass. Pour moissonner leurs champs, les agriculteurs ont été forcés de donner la moitié de la récolte à Bairoff, qui rapportait l'argent à Petroff.

En général, la population fut très maltraitée et les Bulgares défendirent de venir en aide aux Serbes. Ainsi la femme d'un des officiers supérieurs serbes les plus méritants, M..., qui avait infligé aux Bulgares une défaite retentissante en 1913, se trouvait malade à Uskub. Les Bulgares défendirent de la secourir et la firent surveiller jour et nuit par leurs agents. La pauvre femme est morte faute de soins et ce n'est que la pitié d'un médecin militaire allemand qui a sauvé les enfants.

Le général Ratcho Petroff fut remplacé vers la fin de 1916 par le général Tocheff. Mais ce changement de gouverneur n'a pas modifié la situation malheureuse de la population. Les fonctionnaires continuaient à extorquer de l'argent par tous les moyens.

Le général Mackensen avait également son quartier général à Uskub jusqu'au moment de la déclaration de guerre de la Roumanie. Dans les villages, les Allemands pillèrent comme les Bulgares. A Uskub ils ont été un peu plus réservés, et ont payé, à des prix minimes il est vrai, ce qu'ils réquisitionnaient. Les réquisitions ont d'ailleurs complètement appauvri le pays. Les Allemands envoyèrent chez eux tous les objets en cuivre, la laine, le bétail, etc.

Bulgares et Allemands ne sont nullement bien ensemble. Il y a beaucoup d'incidents et de rixes entre eux, et c'est pourquoi la ville a été divisée en quartiers allemand et bulgare. Ils ne se fréquentent pas. Les Turcs d'Uskub, qui étaient restés pendant le régime serbe, sont partis pour la Turquie parce que les Bulgares les maltraitaient.

Mon témoin a vu du côté de Démir-Kapou de jeunes Serbes de 16 à 20 ans recrutés dans l'armée bulgare après la révolte en Serbie. A Sliven, il a vu 5 à 6.000 internés serbes, dont 500 environ sont logés dans des baraques ; les autres, parmi lesquels il y a des femmes et des enfants, campent en plein air. Leur nourriture est absolument insuffisante et ils sont maltraités de toute façon.

Au même endroit, il y a aussi un camp de prisonniers avec des officiers serbes, français, russes, anglais et roumains. Ceux-ci aussi sont maltraités. X. a vu un soldat bulgare battre un colonel serbe sans aucune raison. La mortalité dans ce camp est très grande.

X. me parle ensuite de la révolte en Serbie et de l'impression qu'avait provoquée cet événement en Bulgarie : Les Bulgares avaient d'abord annoncé dans leurs journaux que la population serbe était heureuse de pouvoir servir dans l'armée bul-

gare. Mais lorsque celle-ci s'est révoltée contre cette mesure et lorsque les Bulgares ont vu que près de 20.000 insurgés allaient se battre contre eux, ils ont eu peur et se sont vengés de la façon la plus brutale en tuant beaucoup de monde et en déportant le reste des habitants des régions révoltées. Ils ont dit alors ouvertement que c'était là le coup le plus terrible qu'on leur eût porté, parce que, maintenant, ils ne pouvaient plus prétendre que la population est bulgare.

Même en Macédoine, les Bulgares n'ont pas pu faire un recrutement complet. En effet, les Macédoniens menacèrent de se révolter, révolte dont les gouvernants de Sofia avaient grand peur. Radoslavoff fut obligé d'avouer publiquement cet échec dans la presse bulgare, près de la moitié des recrues macédoniennes ayant été condamnées à trois ans et plus de prison pour s'être opposées au recrutement forcé, et une grande partie des appelés ne s'étant pas présentée à la mobilisation.

X. ajoute qu'après la révolte, les autorités militaires des régions insurgées ont permis à leurs troupes de piller comme elles voulaient et de faire ce que bon leur semblait. R. A. REISS.

### Le cas Sustercic

Le « Slovenski Narod » du 30 novembre raconte que, deux ou trois jours avant les élections pour les Délégations, le Club yougoslave a eu deux longues réunions où l'on a discuté les questions yougoslaves à l'ordre du jour. Le Dr Sustercic est arrivé inopinément et a pris part à l'une de ces réunions.

Au cours des débats généraux, Sustercic a développé dans un long discours les principes dont doit s'inspirer le Club yougoslave et la tactique qu'il doit suivre. Voici les idées principales développées par Sustercic :

« Le club doit faire une opposition ouverte et outrancière au cabinet de Seidler et à tout autre gouvernement qui n'aurait pas reconnu notre déclaration comme base des négociations entre le gouvernement d'une part et le Club yougoslave de l'autre. La déclaration ne peut pas et ne doit pas constituer notre idéal, mais simplement un minimum de nos revendications réelles, auxquelles sous aucun prétexte nous ne pouvons déroger. Si l'Autriche et l'Allemagne se refusent à réaliser notre programme, celui-ci devra alors être résolu par un troisième facteur. »

Ces idées concordent avec celles dont s'inspirent le Club yougoslave et son président Korošec.

« Nous ne pouvons pas savoir, termine le « Slovenski Narod », quelles étaient les véritables intentions de Sustercic. Ce que nous pouvons constater aujourd'hui, c'est qu'une semaine plus tard (après les élections pour les Délégations où les Slovènes ont refusé de le prendre pour leur représentant), il a condamné la politique du Club yougoslave et de son président, qu'il avait reconnue lui-même comme la seule sage et la seule justifiée. »

Comme épilogue à cette affaire, on peut rappeler qu'à deux reprises, Sustercic a été attaqué à Ljubljana par les femmes, qui l'ont traité de traître à la nation. Le « Slovenski Narod » (16 décembre) rapporte que le 4 décembre, au moment où Sustercic partait de Ljubljana pour Vienne, la population fit une manifestation hostile contre lui. Les manifestants ont crié : « Traître ! voleur, tu vas à Vienne pour nous vendre ! Combien te payera-t-on ta trahison ? »

poser d'eux-mêmes n'est pas possible pour le moment dans la forme proposée par la délégation russe. »

Voici ce que M. Kühlmann et M. Czerin ont trouvé de mieux à répondre à la délégation russe composée d'un ouvrier, d'un soldat et d'un paysan, les trois illettrés représentant actuellement la Russie officielle. On est pris de pitié en voyant les délégués russes rentrant à Pétrograde et portant sur le visage l'empreinte de ce nouveau soufflet que l'arrogance allemande administra aux émissaires de Lénine et par dessus d'eux à leur pays. Les défaits russes finirent-ils par s'apercevoir que pour avoir trahi leurs alliés et leur pays ils ne se sont pas plus rapprochés de la paix et que la honte qu'ils accumulent sur leur malheureux pays ne fait qu'augmenter l'orgueil et les prétentions de leurs ennemis ? M. D. M.

### Qui a provoqué la guerre ?

— Quelques documents nouveaux —

Au cours des débats auxquels la prolongation du privilège de la banque austro-hongroise a donné lieu au parlement hongrois, le député Paul Sandor, l'un des plus grands capitalistes de Budapest et l'un des représentants les plus qualifiés des milieux financiers hongrois, a donné quelques détails des plus intéressants sur l'état d'esprit qui régnait dans la Monarchie pendant la période qui a précédé la guerre. Dans la discussion engagée entre lui et le comte Tisza, il apparaît de façon très claire que l'Autriche a provoqué la guerre et que depuis longtemps déjà elle s'y était préparée.

Voici d'après les journaux de Budapest ce que le député Sandor a dit :

« Au début de la guerre, lorsque l'autorité militaire eut réquisitionné la petite monnaie et les billets de banque, non seulement la banque ne possédait plus aucun billet, mais encore elle ne possédait même pas le papier nécessaire à leur fabrication, bien que nous sachions que nous utiliserions l'occasion fournie par l'attentat de Sarajevo (L' « Az Ujsag » du 13 décembre). »

« La Serbie a fourni l'étincelle à la guerre mondiale. Mais l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont saisi cette occasion, car elles savaient que la guerre aurait été inévitable deux ou trois ans plus tard. (Le « Pester Lloyd » du 13 décembre). »

Le député slovène Korošec, parlant à la commission militaire des Délégations, a fait la constatation suivante :

« Les Magyars veulent faire endosser aux autres peuples la plus grande partie des charges de la guerre. Cependant ils sont moralement obligés de prendre sur eux-mêmes la plus grande partie de ces charges, car ils sont encore dans le camp des provocateurs de la guerre ; l'un des principaux instigateurs se trouve toujours en Hongrie, c'est le comte Tisza. »

Vient de paraître :

### LA DALMATIE, L'ITALIE et L'UNITÉ YOUGOSLAVE (1797-1917)

par le comte L. DE VOÏNOVITCH  
Une contribution à la future paix européenne  
GENÈVE, BALE, LYON  
GEORG & Co, Libraires-Éditeurs  
Prix : 4 francs

### FEUILLETON

### LA LETTRE D'UN FRANÇAIS SUR LA SERBIE

(Suite)

Nous n'avons aucune prise directe sur de tels hommes. Laissons-les s'arranger entre eux et dans toute la mesure du possible ; gardons-nous par-dessus tout, sous le fallacieux prétexte de les amener brusquement à une vie politique plus avancée, de faire, directement ou indirectement, le jeu des ambitions les plus intéressées d'une autre puissance.

J'en viens par là, si vous le permettez, Monsieur le Ministre, à l'attitude de notre pays dans la crise récente, et à la manière dont cette attitude est jugée.

En Serbie, le rôle de la France, souligné par l'excellence de ses canons, a, si je puis dire, une excellente presse. On parle de la « retraite honteuse et poltronne de la Russie » dans l'affaire de Scutari (expression exacte des journaux de Belgrade), mais on a le sentiment qu'à cause de la Russie, le gouvernement français ne pouvait pas faire autant que ce qui correspondait à l'opinion publique de la France.

On n'en veut donc pas à la France ; mais on s'étonne de sa vassalité morale vis-à-vis de l'Autriche. Au vieux monastère de Detchani où repose le corps du grand tsar serbe Etienne Douchan, j'ai entendu un soir un « guzlar » (un chanteur populaire jouant de la « guzla » et qui a été un des entraîneurs des troupes serbes) ; après les vieux chants de Kossovo qui ont maintenu chez le peuple serbe tout entier le désir de la revanche contre le Turc, ce guzlar monténégrin nous a chanté quelques-unes des chansons nouvelles nées de la guerre présente et composées au jour le jour, dans le milieu même des soldats. J'aurais voulu, Monsieur le Ministre, que vous puissiez percevoir le sens aigu de ce sentiment populaire traduit en une complainte aussi primitive que peut l'être notre vieille « Chanson de Roland ». On y

trouve très naturel que la France et l'Angleterre ne soient pas d'accord avec le Monténégro, mais ce que l'âme du peuple ne peut saisir, c'est que ces grandes puissances de l'Occident marchent sur les injonctions de l'Autriche.

Nous vivons un des plus grands moments de l'histoire. Lorsqu'on parcourt le vieux pays serbe récemment reconquis, la terre de Kossovo, la vieille terre sainte des vieux monastères du XIV<sup>e</sup> siècle, on ne peut s'empêcher de songer à la reconquête de la terre de France par Jeanne d'Arc sur les Anglais. Ce n'est pas une conquête, c'est une reprise du patrimoine religieux et national.

Les Turcs n'ont rien été là, et l'Autriche a le droit d'y être moins que les Turcs.

La grande presse autrichienne, vous le savez mieux que quiconque, Monsieur le Ministre, est une habile agence de mensonges. Nous l'avons bien vu dans l'affaire Prochaska. On nous avait aussi raconté que les Serbes avaient accumulé les ruines dans la Vieille-Serbie. Or, je viens de voir tout ce pays de mes propres yeux, et comme je suis un des très rares « Européens » qui y soient passés, je veux affirmer que, malgré tout ce qu'on a dit, ni les villages de la plaine de Kossovo, ni les maisons de Djakovica n'ont été détruits ; j'en apporte comme preuves et mes notes et mes photographies.

A coup sûr, beaucoup de Musulmans, — Turcs et Albanais, — se sont enfuis et leur fuite lamentable continue, quoique atténuée depuis trois ou quatre semaines. Mais cela ne veut pas dire que la vie leur soit rendue aussi intolérable qu'elle était jadis aux populations chrétiennes de ces pays ; c'est la suite immédiate de la surprise et du désespoir qui sont nés des événements auxquels nous avons nous-mêmes assisté de loin, étonnés.

Quelques-uns déjà reviennent, après la panique, sur les territoires qu'ils habitaient. Les faits vont peu à peu se tasser, et les incidents quotidiens ne tirent leur gravité que de la nervosité impatiente de l'Europe occidentale et centrale.

Nous avons l'ambition de régler la vie des primitifs avec les illu-

sions compliquées des civilisés que nous sommes ; il y eut aussi un Napoléon III, qui voulait, de Paris, diriger le siège de Sébastopol.

Nous supposons les hommes des Balkans ou meilleurs ou pires qu'ils ne sont. Nous supposons, par exemple, les Albanais incapables d'organisation. Or, voici ces Albanais descendant de leurs montagnes au mois d'août dernier [1912] (ce n'est pas vieux) et entrant dans la ville d'Uskub (Skoplje) au nombre de 16.000 ; ils demandaient que les Turcs retirassent leurs troupes du Kossovo et de la Métoïkia ; ils se promenaient en maîtres terrifiants dans la ville d'Uskub, littéralement armés jusqu'au dents. Eh bien, ces hommes étaient si bien disciplinés, ils obéissaient si bien à leurs chefs qu'on n'a pu citer un seul acte de pillage, ni un seul excès. Ils faisaient eux-mêmes leur police, accompagnant les gendarmes turcs, et l'ordre n'a jamais été troublé. C'était l'orage le plus menaçant, et qui menaçait d'éclater à toute minute ; mais il n'y a pas eu le moindre coup de tonnerre, et lorsque les troupes turques ont été retirées d'Albanie et que, par cette concentration sur Uskub même, les Albanais se sont sentis en danger, ils ont tous regagné leurs montagnes par le train, en bon ordre.

Nous jugeons les faits lointains avec les tendances d'un conservatisme immobiliste qui devrait être guérissable. Nous n'admettons que les faits que nous avons compris, et lorsque nous les comprenons, ils ne sont plus.

Avouons-le : nous n'avons pas cru à la possibilité de la Confédération balkanique. Nous n'avons pas cru à la puissance militaire des Serbes. Nous avons présupposé la victoire des Turcs et soutenu le principe du « statu quo » en croyant agir dans l'intérêt des peuples chrétiens.

Toutes les idées dont nous vivions se sont évanouies. Il faut croire et de plus en plus à la puissance d'organisation des Serbes et à une certaine influence d'assimilation des Monténégrins vis-à-vis des Albanais.

Ce qui brouillait et embrouillait tous les problèmes balkaniques, c'était la présence des Turcs et l'insolence qu'ils inoculaient à tous ceux qui se flattaient d'être musulmans.

## Les Yougoslaves et l'Autriche-Hongrie

— Un discours du député Spincic —

Les journaux « Slovenski Narod » (5 décembre) de Ljubljana et « Obzor » (7 décembre) de Zagreb, publient le discours prononcé, le 3 décembre, au Parlement de Vienne, par le député croate d'Istrie Vjekoslav Spincic, à l'occasion des débats sur le compromis entre l'Autriche et la Hongrie.

« Tous nous désirons la paix, a dit M. Spincic. La seule condition que nous mettrons à la conclusion de la paix est l'application du principe d'après lequel les peuples doivent disposer d'eux-mêmes. Après la guerre, il faut rendre à jamais impossible le retour du traitement que certains peuples ont dû subir, entre autres le peuple serbo-croato-slovène; il ne doit plus exister deux catégories de peuples, les oppresseurs et les opprimés. Il faut abolir la domination étrangère qui, en ce qui concerne le peuple serbo-croato-slovène, s'est transformée en un régime de terreur. C'est un système dualiste en vigueur, qui repose sur le compromis avec la Hongrie qu'il faut attribuer la possibilité de cette terreur. Ce compromis n'existe que pour que tout puisse être interprété en faveur des Magyars et au détriment des pays de l'autre moitié de la monarchie et de la Croatie... Le dualisme tel qu'il est, n'est donc qu'un malheur pour les Yougoslaves; pour eux, il signifie la mort et la destruction de leur peuple. (Vive approbation). Par suite du dualisme, les Yougoslaves sont à la merci, d'une part des Allemands, de l'autre des Magyars, dans certaines régions, des Allemands et des Magyars réunis.

La conduite envers les Yougoslaves, au début de la guerre et depuis qu'elle dure, dépasse en horreur tout ce que l'histoire de l'humanité a jamais enregistré. Nulle part et jamais, les gouvernements n'ont agi aussi mal envers leurs propres ressortissants et d'une manière aussi cruelle que nos gouvernements vis-à-vis des Croates, des Serbes et des Slovènes. (Vive approbation). Les milieux compétents de l'Autriche qualifiaient cette guerre de guerre entre le germanisme et le slavisme, tandis que les politiciens magyars affirmaient qu'il s'agissait d'une guerre contre les Slaves. Et, en effet, des millions de Slaves ont été forcés de combattre pour l'Allemagne et pour des buts dynastiques.

Il n'y a pas de situation plus horrible que de devoir combattre pour son esclavage. Le peuple yougoslave — pour autant qu'il survivra à cette guerre — verra que ces ennemis ont forgé pendant cette guerre des chaînes beaucoup plus fortes que celles qu'il subissait jadis. On se propose d'introduire l'allemand comme langue d'Etat, de créer des écoles allemandes, d'établir une administration militaire, de vendre le territoire et le littoral croates, d'instituer différentes sociétés financières, d'imposer la langue et les écoles magyars.

Les Allemands et les Magyars déclarent que les troupes austro-hongroises qui ont occupé la Bosnie-Herzégovine, ont le droit le plus complet d'y établir leur domination. Ils déclarent qu'ils ne veulent pas permettre que la Bosnie-Herzégovine s'unisse aux autres pays yougoslaves. Les Allemands et

les Magyars disent qu'ils ne veulent pas que les pays yougoslaves s'unissent, et quoique cette union nous soit nécessaire, ils prétendent en avoir besoin pour eux-mêmes pour leur développement. L'Istrie, la Dalmatie et les pays slovènes doivent être, disent-ils, à eux pour qu'ils puissent disposer de la mer. Les Magyars se servent du littoral et de l'arrière-pays pour pouvoir parvenir à la mer. Ils se comportent comme si les peuples existaient uniquement pour l'Etat et non pas l'Etat pour les peuples. (Vive approbation).

Tout peuple doit se développer et administrer son Etat de la façon qu'il juge préférable pour lui. Les peuples seuls ont le droit de décider d'eux-mêmes. Cela est si naturel qu'il ne vient pas à l'idée de dépenser inutilement ses paroles pour le démontrer. Le vrai principe démocratique et chrétien ne demande pas seulement l'égalité parmi les hommes, mais aussi l'égalité parmi les peuples. La monarchie des Habsbourg est une alliance de divers Etats nationaux. Les Croates et leurs peuples frères n'ont jamais fait choix du peuple magyar pour les dominer; ils se sont bornés jadis à élire leur souverain, qui était en même temps le roi magyar. Ils n'ont jamais choisi pour souverain le peuple allemand, mais uniquement un prince qui régnait sur certains éléments allemands et cela à condition que lui et ses descendants réuniraient à leur propre royaume croate, les parties éparses. Si donc, certains Messieurs appellent à l'Etat qui règne depuis un certain temps, nous devons dire que cet Etat a été créé par la force et par la tricherie.

Pendant la guerre, les Yougoslaves ont été plus que jamais opprimés en qualité de traités à la patrie. Ils préfèrent cependant être qualifiés de traités à l'Etat par ceux qui veulent anéantir les Yougoslaves, que de se constituer les traités de leur propre nation. Pendant cette guerre, le peuple yougoslave s'est renforcé dans sa conviction qu'il n'a que du mal à attendre des Allemands et des Magyars et que le système dualiste en vigueur lui est funeste. Le peuple yougoslave doit s'en délivrer. On essaiera de nouveau de faire régner la terreur sur notre peuple. On le fait déjà maintenant. Que les milieux responsables sachent cependant qu'ils ne pourront rien faire contre la volonté générale de notre peuple. Nous demandons une patrie croato-serbo-slovène libre et indépendante de toute vie étatique d'un autre peuple étranger. Nous nous fions à Dieu et à la justice, ainsi qu'à nos droits et à notre force morale. (Vives approbations).

### Propagandistes magyars en Suisse

M. Willy écrit, dans « La Suisse » du 11 décembre, le spirituel article que voici :

« Tout le monde sait qu'en Hongrie les nationalités diverses composant la majorité de la population sont cyniquement pressurées par une impudente minorité de race magyare qui ferme leurs écoles, sacque leurs fonctionnaires, coupe, tranche, expro-

prie, bref, les traite comme gueux taillables et corvéables à merci.

« Afin de parachever cette campagne d'oppression systématique, le Parlement hongrois s'apprête à voter une loi électorale qui va frustrer les non-Magyars de leurs droits et ne leur laissera que les yeux pour pleurer.

« Cette situation étant indiscutablement connue, quand j'ai lu l'audacieux boniment de MM. Karolyi et Jaszi, quand j'ai pris connaissance des tarasconnades répandues en Suisse par ces Tartarins hongrois avec un culot qui ferait croire que le Rhône se jette à présent dans le Danube, j'en suis resté comme deux ronds de goulasch.

« C'est surtout M. Oscar Jaszi qui en met. A force de vanter son libéralisme tout neuf, il finit par y croire; emporté par son ardeur de néophyte, ce Magyar affublé d'un faux-nez démocratique, va jusqu'à s'affirmer ennemi de la Mitteleuropa. Oscar, tu vas fort!

« Maintes fois, à la Société des sciences sociales de Budapest, ce palinodiste exalta les beautés de la Mitteleuropa « salvatrice » qu'il feint de répudier aujourd'hui. Avec quelle conviction, à défaut d'éloquence, il montrait l'avenir de la Hongrie dépendant de son alliance avec les Etats centraux groupés en un formidable bloc de 150 millions d'habitants, assez fort pour se rire des guerres économiques essayées par l'Entente. Il en disait! Il en disait!

« S'il lui plaît d'oublier, pour les besoins de sa cause, ses palabres germanophiles d'antan, d'autres s'en souviennent.

« Se poser à Budapest comme le plus inébranlable étai de l'alliance allemande, proclamer « L'étai c'est moi », et puis venir en Suisse pour envoyer aux échos des monts indépendants je ne sais quel hymne chiqué à la liberté des peuples, ah! non! non! Arrière ceux dont la bouche souffle le chaud et le froid! »

### Les Magyars veulent exproprier les biens des non-Magyars

Nous avons parlé dans notre numéro 49 des dispositions iniques du ministre de l'agriculture hongrois Mezössy relativement à l'expropriation des terres qui se trouvent dans les mains des peuples non-magyars de Hongrie. Les députés tchèques Klofac Stanek et autres ont déposé au Parlement de Vienne une interpellation pour protester contre cette mesure réactionnaire du gouvernement hongrois. Ces protestations n'ont pas l'heur de plaire aux Magyars. Tous les journaux hongrois en veulent aux Tchèques au point de leur déclarer une guerre à outrance.

« Cette ordonnance que les Tchèques attaquent, dit le « Pesti Hirlap » du 28 novembre, n'est que la moitié de la besogne à accomplir. Elle ne constitue qu'un essai partiel de la politique foncière magyare systématique. L'Etat magyare a le droit de décider quel sera l'élément qui pourra posséder les terres. Il a le droit d'assurer son territoire contre les éléments suspects. L'Etat doit avoir un droit illimité d'expropriation pour pouvoir morceler et coloniser les terres. Il doit introduire une saine attribution des terres à la race magyare qui seule soutient l'Etat. Au sud, ce sont les Serbes qui dé-

tiennent nos meilleures terres. En Transylvanie, ce sont les Roumains. Voilà pourquoi l'ordonnance de Mezössy n'est qu'un commencement. Nous exigeons que cette politique soit continuée sur une large échelle. Pendant tout le temps que le gouvernement détiendra le pouvoir, il doit l'employer à rendre le Magyar maître de la terre en Hongrie. »

### La Bulgarie et l'Amérique

La « Kölnische Zeitung » du 12 décembre reçoit de Sofia la correspondance suivante :

« Le jugement de la Bulgarie sur la déclaration de guerre de Wilson à l'Autriche-Hongrie et sur l'annonce faite par lui d'une déclaration de guerre à la Turquie et à la Bulgarie, est unanime. La personnalité de Wilson est ici mieux connue qu'il ne peut le croire. De tous les commentateurs, de quel parti qu'ils viennent, il résulte qu'on le considère comme une espèce d'homme enragé. On s'étonne du surprenant aveuglement avec lequel il croit pouvoir, avec quelques phrases, prendre la Quadruple Alliance à l'hameçon. De façon très nette et dénuée de douceur, la presse bulgare unanime lui crie qu'il se trompe gravement. On se moque de ses gestes imités de Napoléon. Il a rendu à son pays un très mauvais service en attaquant de façon aussi grossière la Bulgarie, qui a montré ses bonnes intentions et qui avait l'habitude d'entretenir des relations amicales avec l'Amérique. C'est le jugement du peuple bulgare tout entier. »

La « Frankfurter Zeitung » du 12 décembre publie une déclaration du président du conseil bulgare, Radoslavov :

« Les déclarations et le message de Wilson surprennent, car depuis la rupture des relations entre l'Amérique et l'Allemagne, il n'y a eu aucun changement dans la politique bulgare envers l'Amérique. Wilson a sans doute l'intention de provoquer un refroidissement ou un conflit entre la Bulgarie et ses alliés. Sur ce point, il se trompe profondément. »

### L'armée tchéco-slovaque

Le gouvernement français a décidé de former une légion tchéco-slovaque qui, tout en étant sous la direction militaire du Haut Commandement français, dépendra politiquement du Comité National Tchéco-Slovaque à Paris. Cette décision dont l'importance internationale saute aux yeux et qu'il eut fallu, à notre avis, prendre depuis longtemps, a produit en Autriche une vraie consternation. La presse de Vienne et Budapest, prise d'un véritable accès d'hystérie, attaque furieusement M. Clémenceau, M. Poincaré et tous les Français au monde.

Nous enregistrons cet orage inoffensif, espérant que les Alliés ne s'arrêteront pas à mi-chemin et qu'ils donneront à la mesure militaire sa base politique en proclamant leur volonté d'accorder aux Tchéco-Slovaques l'indépendance et la liberté. Il faut qu'on parle clair aux gens qui font les sourds et qui s'imaginent que l'Europe pourra trahir les peuples auxquels elle est obligée de donner la liberté promise.

Comme tout cela est loin! Se peut-il qu'après cinq siècles de domination, — cinq siècles — une puissance militaire comme celle des Turcs ait eu une aussi faible pénétration! Je vous écris ces lignes de cette grande et vieille cité gréco-juive de Salonique qui fut le centre du mouvement jeune-turc, et où les Turcs pourtant étaient et faisaient si peu la vie. Ici, en quittant les pays slaves on retrouve toute la vie méditerranéenne et l'on est à la fois surpris et ravi de constater à quel point le français est la langue la plus connue des divers groupes, celle que les divers groupes ethniques parlent le plus après leur langue propre. Il est à peine croyable que dans cette ville commerçante, le turc ait été si peu la langue dominante: le vali et les porte-faix parlaient seuls le turc.

Si vous le désirez, Monsieur le Ministre, je pourrai vous dire ce qu'il me semble qu'on peut penser de l'avenir de la Confédération balkanique et des connexions des intérêts français avec les ambitions divergentes des diverses puissances qui la composent. L'union offensive ne résistera pas à l'expérience des réalités d'organisation. Que ce soit heureux ou non, peu importe. Cela est. Ce n'est pas l'Europe qui a fait la Confédération balkanique; ce n'est pas l'Europe qui l'empêchera de se défaire. A notre pays revient seulement le devoir de tirer en faveur de nos droits traditionnels et de notre influence à venir les avantages que comporteront nos rapports avec des Etats aussi dissemblables.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de mes sentiments les plus respectueusement dévoués.

Jean BRUNHES,  
professeur au Collège de France.

### L'Imposture par l'Image

Il n'est presque pas de feuille illustrée allemande qui ne se soit rendue coupable de falsifications ou de plagiats. La brochure L'Imposture par l'Image contient, sur 80 pages, une riche moisson de gravures empruntées, par les illustrateurs allemands, aux illustrés français ou anglais, et qu'ils ont falsifiées. Ce recueil reproduit encore quantité de faux fabriqués de toutes pièces, de vieilles photographies rajeunies, de scènes arrangées pour le cinéma, de légendes à variantes, de dessins injurieux ou calomnieux.

Les Serbes ont été, eux aussi, l'objet de deux faux vulgaires. L'un, dont l'auteur est G. von Finetti et qui fut reproduit par la « Wochenschau » du 10 avril 1915, représente des hussards autrichiens faisant au galop des prisonniers serbes. Les Serbes ont levé les mains et, dans une posture ignominieuse, demandent grâce aux soldats autrichiens. Quant on regarde la date du tableau, on constate sans peine que l'auteur a dessiné les soldats autrichiens pendant leur déroute en Serbie en intervertissant les rôles: le lâche Autrichien est devenu le courageux Serbe et le Serbe est travesti en un hussard autrichien.

La seconde falsification est encore plus répugnante. Reproduite par le « Deutscher Kurier » n° 42, elle représente des « chanteurs de rues serbes qui chantent les exploits des soldats allemands »!! Quelle impudence!

Cette collection est un document précieux de la mauvaise foi et des procédés mensongers de la propagande allemande par l'image et nous la recommandons à tous nos lecteurs. \*\*

<sup>1</sup> L'Imposture par l'Image. Recueil de gravures falsifiées et calomnieuses publiées par la presse illustrée austro-allemande pendant la guerre. — 3 fr. — Lausanne et Paris, Librairie Payot & Cie.

### La tombe de M<sup>me</sup> Askew

Nous avons publié la nouvelle de la mort tragique du major Arthur Cari Askew et de M<sup>me</sup> Askew, torpillés dans la Méditerranée.

Dans son numéro du 14 novembre, la « Hrvatska Drzava » de Zagreb a inséré une correspondance de Blato, dans l'île de Corçula (Curzola), dans laquelle le Dr. Lujo Fouque donne quelques détails complémentaires concernant M<sup>me</sup> Askew :

« Le 30 octobre, écrit le médecin, la municipalité m'invita à me joindre à une commission sanitaire qui devait se rendre à Porto Carboni à deux heures d'ici pour faire un constat, la mer déchaînée ayant rejeté sur le bord un corps de femme. Par une tempête effroyable, la commission arriva sur place, où il n'y avait que quelques cabanes de pêcheurs. Devant ces cabanes, au bord même de la mer, gisait, sur une pierre, le cadavre. D'après les vêtements en soie et quelques autres signes, on put immédiatement conclure qu'il s'agissait d'une dame de la haute société.

« On trouva, attaché au corset par une épingle de sûreté, un paquet enveloppé dans un mouchoir de soie, qui contenait quelques manuscrits bien conservés, écrits en anglais et en français. Le soussigné a pu établir, d'après ces manuscrits, l'identité de la victime: il s'agissait du cadavre de Mrs Alice Askew, célèbre auteur anglais, qui, en faisant la traversée de Corfou sur un bateau anglais, avait été torpillée et avait trouvé la mort dans les flots de l'Adriatique.

« La commission a enterré le cadavre, le 30 octobre, non loin de la mer, au-dessus de la palissade d'une vigne. Ces jours-ci, on placera un petit monument avec une croix et une inscription pour qu'on sache où gisent les restes de ce célèbre écrivain anglais.

## Encore des atrocités austro-magyares

— Un nouveau réquisitoire du député Rorošec —

A la commission de l'armée de la Délégation antrichienne qui s'est réunie le 12 et le 13 décembre, après la lecture de l'exposé du ministre de la guerre, le député slovène, Dr Korošec, a prononcé un nouveau réquisitoire contre les violences inouïes commises sur les Slaves. Le Dr Korošec a parlé surtout des exécutions qui ont eu lieu dans le sud.

Il cite toute une série de cas dans lesquels, à la suite d'un système de dénonciations perfectionné, de nombreux innocents ont été emprisonnés, condamnés et souvent exécutés sans condamnation. En Bosnie, un corps des tirailleurs a été organisé et instruit, afin d'user de procédés hostiles contre la population serbe. C'est au moins par dizaines de mille que se chiffre le nombre des innocents qui sont tombés victimes des persécutions. Dans le territoire fortifié de Trebinjë, dès le début de la guerre, les citoyens les plus notables remplirent les cachots; au cours de leur incarcération, on les menaçait déjà de l'exécution, bien que personne parmi eux ne se fût rendu coupable d'un crime ou eût été l'objet d'une instruction. Le principal responsable de ce procédé est le général Braun, qui est encore aujourd'hui en activité de service. De même, en Croatie, une quantité de personnes ont été exécutées militairement sans enquête. Une femme, qui avait un enfant âgé de trois jours, a été assommée dans son lit. De même une vieille femme de 73 ans a été exécutée. Après la retraite des Serbes, il a été exécuté sans enquête dans un village croate 24 personnes et 700 ont été internées; dans un autre village, 18 citoyens ont été fusillés, sans enquête; parmi eux se trouvait un prêtre, qui, au moment même de l'invasion serbe, était absent du village.

Le Dr Korošec laisse prévoir des interpellations avec la description exacte de chaque cas particulier.

Ces persécutions n'ont pas cessé pendant l'année 1915; elles se sont même produites encore tout récemment. Jusqu'à présent, aucune enquête n'a été entreprise sur tout ce qui s'est passé en Styrie, en Carinthie, en Carniole, dans la province du Littoral, en Dalmatie, en Croatie, en Bosnie et en Herzégovine. On n'a pas accordé la moindre satisfaction aux Yougoslaves, pendant que de nombreux assassins, depuis le plus simple soldat jusqu'au général Braun, peuvent cir-

culer comme des gens respectables. On n'a pas davantage tenu compte des souffrances morales des Yougoslaves ni des dommages matériels. Partout, ils se sont heurtés à des oreilles sourdes et peuvent tout au plus s'attendre à de nouvelles calomnies et à de nouvelles persécutions. Dans cet Etat, les Yougoslaves n'ont trouvé pas la moindre protection légale. (« Arbeiter Zeitung », du 13 décembre).

Korošec a terminé ainsi :

« Nous souffrons profondément à cause de ces victimes innombrables. Mais le sang qui a été versé là-bas dans nos pays yougoslaves, l'extermination et les persécutions ont engendré un grand désir de liberté et d'indépendance chez notre peuple. C'est dans cette atmosphère qu'a été créée notre déclaration et personne ne sera plus en état d'extirper du cœur de notre peuple yougoslave l'idéal de liberté et d'indépendance. »

Le « Slovenski Narod » commente ainsi ce discours mémorable :

« Ce discours est la reproduction du résumé donné par la « Reichsratskorrespondenz », dans laquelle ne figure que ce que la censure autorise. Cependant ce petit extrait très superficiel démontre que le président du Club Yougoslave a prononcé un de ces discours historiques rarement entendus au sein des Délégations autrichiennes. La liquidation a commencé. Au nom de notre peuple tout entier, le président du Club Yougoslave a assumé le rôle d'accusateur public de tout le système; par sa bouche ont parlé tous les opprimés et tous les persécutés, et sa parole a exprimé en même temps notre foi dans la liberté et dans l'indépendance. »

« On nous informe de Vienne que l'impression produite par ce discours de Korošec a été inexprimable. Lorsque l'orateur s'est tu, la salle était dans un silence complet. Plus tard, les différents délégués allemands sont venus rejoindre Korošec et lui ont déclaré : « Si tout cela est vrai, alors nous vous comprenons, vous Yougoslaves! »

« Hélas! tout ce qu'a dit Korošec est vrai et il y aurait encore bien plus à dire! Les Délégations auront l'occasion d'en prendre connaissance. »

## Un memorandum de la Social-démocratie serbe

II

Il ne faudrait pas oublier une autre face, non moins importante, de la question balkanique: la question albanaise. Nous pensons que notre premier devoir est de déclarer catégoriquement à ce sujet: L'Italie n'a absolument rien à chercher, ni en Albanie, ni en Dalmatie, rien du tout dans tous les Balkans. De même qu'elle y lutte contre l'Autriche-Hongrie, de même toute la social-démocratie doit s'élever contre un nouveau péril: contre l'impérialisme italien qui est d'autant plus dangereux que son support est une jeune bourgeoisie compacte, nationalement homogène, qui ferait preuve de bien plus d'aptitudes que la bourgeoisie d'Autriche-Hongrie à une oppression, à une colonisation et à une assimilation des contrées des Balkans occupées. — La question d'un Etat albanais est indubitablement fort compliquée. On ne saurait contester que, pour un tel Etat, de grandes difficultés résident déjà dans les nombreux restes d'une organisation surannée de tribus albanaises. Mais on ne doit pas oublier que les éléments d'une nouvelle société bourgeoise se forment dans l'Albanie méridionale et centrale et particulièrement sur le littoral, éléments qui incarnent la conscience nationale et l'aspiration vers une organisation politique moderne, vers une union de tous les peuples albanais. Il faut savoir en outre que parmi tous les obstacles à la création et au maintien d'un Etat albanais réellement indépendant, la situation économique féodale est le plus grand. Cette situation, avec l'influence nuisible qu'elle exerce, ne peut être comparée qu'à celle de la Roumanie. Abolir cet état de choses signifie anéantir le particularisme féodal, le pouvoir illimité des seigneurs féodaux d'autrefois, qui, pour maintenir et défendre leurs privilèges, livrent très souvent le pays aux étrangers.

Un Etat albanais indépendant présente, sans doute, une très grande difficulté, surtout les premiers temps. Toutefois, il serait plus dangereux encore de partager l'Albanie entre deux Etats voisins: entre la Serbie et la Grèce, ainsi qu'on l'a proposé dernièrement de divers côtés. Les Albanais, tout d'abord, constituent non seulement une autre nation, mais une autre race, et c'est pourquoi il serait fort difficile, et pour la Serbie et pour la Grèce de l'assimiler, d'autant plus difficile que leur nombre est assez grand par rapport à celui des Serbes, ainsi qu'à celui des Grecs. Ensuite, une telle situation politique dans la partie occidentale des Balkans, serait justement favorable aux intrigues de tous les perturbateurs de la paix. Pourtant, il n'est ni exact, ni conforme aux faits historiques d'affirmer que les Albanais ne sont pas capables de mener une vie indépendante ou qu'ils ne la désirent pas. Pendant la révolution serbe de 1804, les Albanais furent d'ardents soutiens de Karageorges, et, pendant les guerres de l'indépendance de la Grèce, les Albanais jouèrent un rôle très important. Et, lorsque l'homme d'Etat serbe Ilija Garachanin, vers 1860, soutenu par les révolutionnaires bulgares, déploya une activité infatigable pour l'organisation d'une fédération des Balkans, qui devait d'abord délivrer tous les peuples balkaniques du joug turc et ensuite les unir politiquement, il trouva également auprès des chefs du peuple albanais, autant de compréhension que de bienveillance.

Nous demandons, pour la Belgique, la reconstitution, l'indépendance complète à tous égards et une indemnité de la part de l'Allemagne. Quant à l'Alsace-Lorraine, un plébiscite doit être organisé après la conclusion de la paix qui devra décider de la situation politique de ces deux provinces.

Ce que nous avons dit de la question serbe s'applique également à la question polonaise. La seule solution raisonnable est l'union politique en un Etat indépendant des trois tronçons du peuple polonais. La libération politique de cette noble nation sera un gain considérable pour la civilisation et pour le socialisme. En ce qui concerne les tentatives de transformer en un Etat indépendant seulement la Pologne russe, nous sommes d'avis que ce ne serait guère un gain pour la Révolution russe, et, dussent les questions polonaise et serbe attendre jusqu'après la guerre leur solution définitive et juste, il vaudrait mieux que la Pologne russe devint une partie autonome dans la grande Fédération démocratique russe républicaine.

La Finlande et l'Ukraine doivent également devenir des parties autonomes de la grande démocratie fédérative russe.

La Finlande et l'Ukraine sont appelées à soutenir la Révolution russe par leurs forces démocratiques et socialistes, si nombreuses et si développées, à la défendre contre les ennemis intérieurs et extérieurs, et non à l'affaiblir, à la briser, elles aussi, par leur séparatisme nationaliste.

L'Arménie est liée à la Turquie uniquement par une mer de sang d'innocentes victimes et par les plus cruels souvenirs. Ce peuple sympathique, actif et énergique, si apte à la civilisation, doit au moins être délivré de la barbarie turque. Que l'Arménie se constitue en un Etat indépendant, ou ce qui, selon notre opinion est mieux encore, qu'elle se joigne à la République russe, où elle jouirait des mêmes droits que les autres membres.

L'Irlande doit, elle aussi, recevoir sa liberté et son indépendance politiques, dans une fédération démocratique avec l'Angleterre.

Le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit également s'appliquer aux colonies. C'est pourquoi nous demandons pour les indigènes des colonies une administration autonome, une émancipation politique complète, mais seulement pour ceux qui sont aptes déjà à une vie politique indépendante, les Indes, l'Egypte, le Transvaal.

(à suivre.)

Douchan POPOVITCH,  
secrétaire du parti socialiste.  
T. KATSLEROVITCH,  
député.

### Les Magyars et les Bulgares

Le Dr J. Georgoff, professeur à l'université de Sofia, publie dans le « Pester Lloyd » du 20 novembre un article intéressant au sujet de la fraternité magyaro-bulgare et des buts communs aux Bulgares et aux Magyars tant au cours de la guerre, qu'après celle-ci.

Le professeur bulgare prêche une intimité cordiale entre les peuples de l'Europe Centrale.

« C'est ainsi, dit Georgoff, que l'impératif politique immédiat pour les peuples de l'Europe centrale, pendant comme après la guerre, exige leur étroite alliance pour pouvoir défendre leur situation contre tous les ennemis éventuels... »

« Dans cette alliance centrale, continue le professeur bulgare, les Magyars et les Bulgares, plus que tout autre peuple, se trouvent liés les uns aux autres. Dans cette grande alliance de la communauté méditerranéenne, qui comprendra de grands et de petits pays, la Hongrie et la Bulgarie pourront mieux s'entendre que les autres membres de cette alliance. »

Pour atteindre complètement leurs buts, les Bulgares ne peuvent nulle part trouver une aide plus efficace que chez les Magyars. D'accord avec ces derniers, les Bulgares peuvent s'entendre ensuite avec la Monarchie d'après un programme arrêté, programme que les autres alliés devront aussi accepter.

Convaincu que les intérêts vitaux de la Hongrie exigent que, dans son voisinage immédiat dans les Balkans, se trouve une Bulgarie forte, obligée de marcher à l'avant côte à côte avec la Hongrie, j'espère que les Magyars adhéreront à notre point de vue en parfaite compréhension des choses. Quoique l'entente dont je parle soit avant tout dans l'intérêt de la Bulgarie, je suis persuadé que la Hongrie en retirerait d'immenses profits.

« Nous devons obtenir une frontière commune avec la Hongrie. Ainsi, nous incorporerions à notre pays les régions qui ont été bulgares dans le passé et qui n'appartiennent à l'Etat serbe que parce qu'elles ont participé à la révolution des Serbes contre les Turcs, lors de la formation de la Serbie. Il en est de même des pays à l'est de la Morava... La frontière commune avec la Hongrie rendra le contact de nos pays beaucoup plus intime et contribuera à leur

fusion. Par ce moyen, on résoudra aussi d'une manière heureuse cette autre question importante (non pas seulement au point de vue économique) qui veut une liaison directe entre Budapest-Sofia-Constantinople passant exclusivement à travers des pays amis, car quoi qu'on puisse penser des rapports futurs entre les peuples, on ne peut jamais compter que la Serbie pourra être détachée du groupe ennemi, de l'Entente, pour adhérer au groupe de l'Alliance centrale. Etant donné qu'on ne peut pas compter sur ce fait, l'alliance centrale courrait toujours le danger d'être coupée en deux au cas d'un nouveau conflit européen. On doit se prémunir contre de tels dangers. »

### LA POLITIQUE EN AUTRICHE-HONGRIE

Les deux désirs de la Monarchie

La « Neue Freie Presse » du 12 décembre expose ce que la Monarchie attend d'une paix prochaine: « Vienne et l'Autriche ont besoin d'un traité de paix qui leur garantisse les excédents de céréales et de bétail de la Roumanie et de la Serbie, par des clauses qui ne puissent pas être abolies par les hasards d'un traité de commerce ordinaire. Personne en Autriche ne veut conquérir des terres et personne ne veut ici imposer en Roumanie et en Serbie tel ou tel président du Conseil. La Hongrie ne veut à aucun prix que les Roumains et les Serbes voient leur nombre augmenté dans la Monarchie et il ne serait pas très difficile de tomber d'accord sur ce point avec Lénine. Mais des raisons économiques veulent que nos relations futures avec les pays du bas Danube soient délimitées de façon définitive, afin que les excédents en produits alimentaires soient dirigés sur Vienne et sur l'Autriche. Les conditions de paix du peuple sont que la victoire doit lui assurer son pain de chaque jour, abaisser les prix en Autriche, ouvrir les frontières de la Monarchie à l'agriculture des Balkans, poursuivre le rapprochement économique avec la Serbie et la Roumanie, et protéger Vienne contre tout souci alimentaire. »

### NOUVELLES DE LA SERBIE ENVAHIE

Les otages en Serbie

L'« Arbeiter Zeitung » du 18 décembre reproduit du journal « Belgrader Nachrichten », une proclamation des autorités militaires en Serbie, aux termes de laquelle la population est appelée à remettre aux autorités avant le 15 décembre, toutes les armes qu'elle possède. Les personnes qui après ce délai possèderaient encore des armes seront punies de mort.

Pour plus de sûreté, les autorités militaires prendront dans chaque localité un certain nombre d'otages et si la sécurité se trouve menacée du fait que quelqu'un possède des armes, en dehors des coupables, on fusillera ou on pendra les otages, sans jugement. En outre, le village ou la commune devront payer jusqu'à 10,000 couronnes d'amende.

L'« Arbeiter Zeitung » ajoute que « le prélèvement des otages et leur condamnation pour des faits qu'ils ne sont pas à même d'empêcher, dépasse la mesure de tout ce qui est nécessaire même pendant la guerre. »

Nous reproduisons cette information sans aucun commentaire, car elle parle d'elle-même.

La terreur bulgare

Dans le « Vilag » du 9 décembre, M. Oscar Jaszy, le sociologue pacifiste hongrois, rend compte des résultats d'un des récents voyages effectués par lui en Serbie. On y trouve un témoignage nouveau du régime terroriste bulgare en Serbie, qui est d'autant plus important qu'il émane d'un Magyar, allié bulgare.

« Lorsqu'on parle — écrit Jaszy — des soulèvements serbes, ou bien on fabrique de propos délibéré des fausses nouvelles, ou bien on met simplement à notre compte les combats des bandes qui se sont déroulés sur le territoire conquis par les Bulgares. Les combats sur le territoire bulgare sont dus à des soulèvements sérieux. Au mois de décembre de l'année passée et au mois de mars de cette année, ce furent de véritables batailles et les Bulgares durent demander des secours austro-hongrois et allemands. Pendant les derniers combats, il y avait 5 à 6.000 comitadjis qui menaçaient déjà la ligne de Nich, de sorte qu'il a fallu engager avec eux des batailles rangées afin de les tenir en échec. Il y en a qui affirment que ces combats ne sont que les résultats de la haine séculaire bulgare-serbe et du régime excessivement impitoyable des Bulgares. »